



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1281

30 mars 2017

- **Renforcement de la présence du parti « tèt kale », avec plus d'une trentaine de nominations dans la nouvelle administration publique**
- **Michelle Bachelet passe quelques heures en Haïti dans le contexte du retrait des troupes chiliennes le 15 avril 2017**
- **Justice : Un présumé kidnappeur, Edner Comé, complice de Clifford Brandt, arrêté en République Dominicaine**
- **« Témoignages », un spectacle pour raconter l'horreur durant la dictature des Duvalier**

>> Renforcement de la présence du parti « tèt kale », avec plus d'une trentaine de nominations dans la nouvelle administration publique

5 secrétaires d'État, 19 directeurs généraux, 11 conseillers spéciaux et 2 porte-parole sont nommés, par arrêtés présidentiels publiés dans le journal officiel « Le Moniteur » les 24 et 27 mars 2017. Ces nominations surviennent moins d'une semaine après l'investiture officielle le 21 mars 2017 du premier ministre Jack Guy Lafontant. Comme pour la première version du régime tèt kale (14 mai 2011 - 7 février 2016), des nouveaux postes (« conseiller en intelligence et sécurité ») [1] ont été créés. Y figurent : Jeantel Joseph, nouveau secrétaire d'État à la sécurité publique, Fednel Monchéry (du Consortium des partis politiques, allié du Parti haïtien tèt kale / PHTK), à la direction générale du Ministère de l'intérieur et des collectivités territoriales, Pierre Junior Manigat (ancien conseiller électoral, dont le passage à l'organisme électoral de 2014-2015 a été controversé dans le monde médiatique) à pour mission de « ressusciter » le journal d'État « l'Union ». L'ancien sénateur Andris Riché de l'Organisation du peuple en lutte (OPL) est nommé « conseiller politique » de la présidence. Georges Stanley Lucas, auteur d'analyses politiques controversées sur Haïti, est ces dernières années depuis Washington le « conseiller en politique étrangère, aide externe et investissements directs étrangers » de la présidence. Le « fameux » Rudy Hériveaux, qui est passé de Lavalas à tèt kale,

revient à la direction générale du Ministère des affaires sociales et du travail (Mast). L'avocat Reynold Georges est « conseiller spécial en affaires juridiques et politiques » de la deuxième version tèt kale. Tamara Orion, ancienne directrice à l'information de la station Radio Télé Signal et présentatrice de l'émission télé « Tendances » jusqu'en décembre 2016, est porte-parole de la présidence. En 2011, Lucien Jura avait laissé Signal FM pour devenir porte-parole de Michel Martelly. Retour comme directeur général de la Télévision Nationale d'Haïti de Gamal Augustin, directeur général adjoint de celle-ci de juillet 2012 à juillet 2015. Lors de l'investiture du nouveau chef du gouvernement, le président Jovenel Moïse avait accentué sur les responsabilités attendues de ses membres : « Les problèmes sont nombreux mais nous devons aller vite et bien [...]. Tout un chacun doit comprendre que le changement à mettre en œuvre nécessite la rigueur, le sens du devoir, l'honneur et l'incorruptibilité ». [1] Jean Renel Sanon prend le poste de « conseiller en intelligence et sécurité », ancien ministre de la justice de Joseph Michel Martelly, qui aurait soumis une liste d'opposants politiques à arrêter, selon l'ancien commissaire auprès du tribunal civil de Port-au-Prince du gouvernement de Jean Renel Sénatus, sénateur de la république depuis janvier 2015.

>> Michelle Bachelet passe quelques heures en Haïti dans le contexte du retrait des troupes chiliennes le 15 avril 2017

En visite officielle de quelques heures en Haïti ce 27 mars, la présidente du Chili Michelle Bachelet [1] a

rencontré la représentante spéciale du secrétaire général des Nations Unies et cheffe de la Mission

des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (Minustah), la Trinitéenne Sandra Honoré, « dans le contexte de la coordination pour le retrait des troupes chiliennes prévu pour le 15 avril 2017 », selon un communiqué du gouvernement chilien. Michèle Bachelet a rendu visite aux troupes chiliennes de la Minustah basées au Cap-Haïtien et à Port-au-Prince. Un accord bilatéral a été signé entre les ministres des affaires étrangères d'Haïti et du Chili autour de la compatibilité ou l'équivalence et la reconnaissance d'études des cycles de l'enseignement de base ou fondamental et de l'enseignement moyen ou secondaire. Mme Bachelet s'est entretenue avec son homologue Jovenel Moïse. C'est la première visite d'une cheffe d'État après l'investiture du nouveau président d'Haïti le 7 février 2017. À Port-au-Prince, elle a visité l'école nationale « République du Chili » reconstruite après le tremblement de terre du 12 janvier 2010 « grâce à un projet multi-sectoriel de la coopération chilienne ». Depuis le tremblement de terre, de nombreux migrants/es d'Haïti ont rejoint le Chili en quête d'emplois et de mieux-être. Certains y continuent leur expérience au Chili, d'autres reviennent en Haïti. Les conditions économiques

n'auraient pas permis à ces migrants haïtiens de subvenir convenablement aux besoins de leurs familles restées en Haïti. La visite de Mme Bachelet, viserait à souligner le départ imminent des troupes chiliennes de la force onusienne et réaffirmer l'engagement du Chili dans la poursuite de sa contribution au développement social et économique d'Haïti par une coopération dans divers domaines. S'inscrivant dans le cadre des 80 années des relations diplomatiques, cette visite entrerait dans le cadre d'un processus de consolidation des liens d'amitié et de coopération entre Haïti et le Chili. « Au cours des dernières décennies, le Chili a été présent en Haïti par divers projets de coopération et la contribution de ses troupes à la Minustah, avec un fort engagement de renforcer la démocratie haïtienne et son développement économique et social », selon le communiqué du gouvernement chilien. [1] Ndlr : Née Verónica Michelle Bachelet Jeria le 29 septembre 1951 à Santiago du Chili, elle eu un premier mandat présidentiel sous la bannière du Parti socialiste du Chili, du 11 mars 2006 au 11 mars 2010. Son second mandat a débuté le 11 mars 2014.

>> Justice : Un présumé kidnappeur, Edner Comé, complice de Clifford Brandt, arrêté en République Dominicaine

Un ancien inspecteur de police, Edner Comé, 45 ans, impliqué dans l'enlèvement et la séquestration dans la soirée du 16 octobre 2012 des enfants Coralie et Nicolas Moscoso (23 et 22 ans), a été appréhendé le 25 mars 2017 à Boca Chica après une cavale de plus de 5 ans. Complice dans cet enlèvement, l'homme d'affaires Clifford Brandt, actuellement en prison, Edner Comé a été appréhendé avec une autre personne dont l'identité n'a pas encore été révélée

(la Police Nationale d'Haïti enquête sur son degré d'implication). Jugé par contumace en 2016, Edner Comé qui circulait en territoire voisin sera déféré devant le juge Joseph Jeudilien Fanfan en charge du dossier. Arrêté le 22 octobre 2012, l'entrepreneur Clifford Brandt a été condamné le 13 septembre 2016 à 18 ans de travaux forcés. Les citoyens Ricot Pierreval et Carlo Bendel Saint-Fort ont été condamnés, à 18 et 19 ans de travaux forcés.

>> « Témoignages », un spectacle pour raconter l'horreur durant la dictature des Duvalier

Cette mise en scène a été réalisée dans la soirée du 24 mars 2017 par le groupe théâtral « L'Atelier » au Collège Notre Dame du Cap-Haïtien. Elle s'inscrit dans le cadre d'un ensemble d'activités-souvenirs entreprises par la Fondation Devoir de Mémoire-Haïti en lien aux massacres commis sous la dictature des Duvalier (1957 – 1986) dans le grand Nord d'Haïti. La scène était divisée en deux périodes : l'une relative au règne des Duvalier et l'autre sur la conjoncture actuelle. Par un retour

dans le passé, les acteurs ont voulu rappeler à la jeunesse les tortures et massacres perpétrés sous la dictature duvaliériste. « Depuis le 26 avril 1963, j'attends justice. Aujourd'hui, j'ai eu l'impression de l'avoir finalement trouvée », a souligné Dominique Franck Simon membre fondateur de la Fondation Devoir de Mémoire-Haïti. D'autres victimes, des survivants, parents de victimes et témoins, ont tenu à partager leur vécu à cette occasion. (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article21457>)

A lire également:

- Une semaine de sensibilisation en faveur du respect des droits des femmes (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article21453>);
- La plateforme GARR appelle à l'élimination des discriminations envers les migrants haïtiens en République Dominicaine (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article21450>);
- Le parti Rasin Kan pèp la appelle la chambre basse à voter contre la loi sur la diffamation (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article21452>);
- La Coordination des Raras du Sud réclame un accompagnement pour les familles des victimes de l'accident du 12 mars 2017 (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article21435>);
- Deux enfants de moins de cinq ans meurent chaque heure en Haïti, à cause de la pénurie d'eau potable, selon les Nations Unies (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article21443>).